



PREMIER MINISTRE

SERVICE DE PRESSE

Paris, le 30 août 2010

**Réponses du Premier ministre François FILLON
aux questions des auditeurs
sur France Inter - Lundi 30 août 2010**

PATRICK COHEN

Invité de FRANCE INTER ce matin, le Premier ministre François FILLON. Autour de la table une assemblée de questionneurs, Jean-François ACHILLI, Thomas LEGRAND, Philippe LEFEBURE, Bernard GUETTA, et les auditeurs de FRANCE INTER comme chaque matin, au 01.45.24.7000. On va parler des retraites dans un instant, mais d'abord la question d'un auditeur, monsieur le Premier ministre, à propos de notre sujet de la première partie. Jean-Pierre nous appelle des Alpes-de-Haute-Provence. Bonjour.

JEAN-PIERRE

Bonjour messieurs. Bonjour monsieur le Premier ministre.

FRANÇOIS FILLON

Bonjour.

JEAN-PIERRE

Cela fait 8 ans que monsieur SARKOZY est aux affaires, et s'occupe de la sécurité avec le succès que l'on connaît. Cela fait 8 ans que votre Gouvernement, sans concertation, prend toutes les décisions. Vous avez supprimé plus de 10 000 policiers, 4300 gardiens de la paix, 4000 officiers de police, ces chiffres ont été donnés hier par tous les syndicats de police. Vous avez supprimé la police de proximité, supprimé les Maisons de quartier, et leurs éducateurs, où tous les jeunes pouvaient se retrouver, supprimé les commissariats à la pelle. Ma question est simple et très courte. Vous rendez responsables le PS et la gauche, de tous vos échecs, en toute franchise, ne prenez-vous pas les Français pour des débiles profonds ?

PATRICK COHEN

Voilà une question directe. Merci Jean-Pierre.

FRANÇOIS FILLON

D'abord, tous les chiffres que je viens d'entendre sont faux. Je le dis très simplement...

PATRICK COHEN

Ils s'étaient à la Une du PARISIEN AUJOURD'HUI EN FRANCE hier.

FRANÇOIS FILLON

Oui, mais ils sont faux...

PATRICK COHEN

10 000 policiers supprimés...

FRANÇOIS FILLON

Et d'ailleurs Brice HORTEFEUX a eu l'occasion de rétablir la vérité, il aura l'occasion de le refaire cet après-midi. Les chiffres en matière de moyens consacrés à la sécurité n'ont pas été réduits, ils ont augmenté. C'est vrai qu'aujourd'hui nous sommes confrontés à la nécessité de baisser la dépense publique, et donc nous sommes obligés de contenir les augmentations dans ce domaine, mais la sécurité fait partie des budgets qui ont été préservés. Deuxièmement...

THOMAS LEGRAND

Mais il y a moins d'officiers ou pas ?

FRANÇOIS FILLON

Nous avons créé moins de postes qu'il ne s'en créait dans le passé, en même temps nous savons tous qu'il y avait une optimisation des moyens de la police qui était nécessaire, il y a d'ailleurs encore des gains de productivité à faire. Je veux dire par-là qu'il y a encore des effectifs qui ne sont pas utilisés sur le terrain comme il le faudrait, on a réduit beaucoup les gardes statiques, on a fait un certain nombre de réformes et on va continuer. Quand on dit qu'on ferme des commissariats c'est complètement faux, il y a eu des réorganisations entre la police et la gendarmerie. Mais le plus important, ce n'est pas ça, c'est que cet auditeur dit – comme le répète la gauche, que nous n'accusons d'ailleurs pas d'être responsable de la situation en matière de sécurité...

PATRICK COHEN

Parfois.

FRANÇOIS FILLON

Non, on l'accuse de ne pas regarder les choses comme elles sont dans la réalité, et on l'accuse d'avoir eu pendant de nombreuses années une politique laxiste, mais la vérité...

THOMAS LEGRAND

Monsieur ESTROSI a accusé les maires, de ne pas faire leur travail en matière de sécurité.

FRANÇOIS FILLON

Oui, mais comme vous avez pu le constater je n'ai pas approuvé cette déclaration. Les maires font ce qu'ils peuvent. C'est vrai qu'il y en a qui le font bien et d'autres qui le font sans doute moins bien, en même temps, les maires ils sont sanctionnés par les électeurs au moment des élections, et ce n'est pas à l'Etat de mettre en place des sanctions à l'égard des maires. Mais la réalité c'est, comme je l'ai dit tout à l'heure, depuis 2002, la délinquance, dans notre pays, a reculé de manière générale...

PATRICK COHEN

Sauf pour les violences contre les personnes.

FRANÇOIS FILLON

De 17,5%, il y a des zones qui sont plus bonnes que d'autres, et donc il y a encore des progrès à faire. Mais simplement, ce que je constate, c'est que pendant des années et des années la délinquance avait augmenté en France, elle a commencé à reculer, il faut continuer les efforts, et c'est complètement faux de dire que la politique qui a été conduite n'a pas de résultat.

PATRICK COHEN

On tourne la page de la sécurité. 7 septembre, journée de grèves et de manifestations contre la retraite à 62 ans. François FILLON, vous vous attendez à une forte mobilisation ?

FRANÇOIS FILLON

Oui, c'est un sujet très très difficile. On a fait de la retraite à 60 ans un symbole, et c'est normal qu'il puisse y avoir des inquiétudes et une mobilisation importante. En même temps il faut regarder les choses. Nous sommes le pays qui prend les décisions les plus raisonnables sur ce sujet. La quasi-totalité des pays européens a décidé, ou est en voie, de passer l'âge de la retraite de 65 à 67 ans. Nous avons décidé de passer de 60 à 62 ans. Par ailleurs nous avons pris, nous proposons, dans le cadre du débat parlementaire, des avancées sociales importantes, l'amélioration des départs pour les longues carrières, c'est-à-dire le fait qu'on pourra désormais partir – jusqu'à maintenant c'est quand on avait commencé à travailler à 14 ans, 15 ans et 16 ans – maintenant on rajoute 17 ans, donc ceux qui ont travaillé, jusqu'à 18 ans. On introduit, pour la première fois, et c'est une première en Europe,

la notion de pénibilité. Les syndicats trouvent que ce n'est pas assez, mais en tout cas c'est la première fois que c'est introduit.

PATRICK COHEN

Et il y aura plus ? C'est-à-dire que vous allez faire évoluer votre projet, on a bien compris ça ?

FRANÇOIS FILLON

Le Gouvernement a dit qu'il était ouvert à des propositions dans ce domaine. En même temps il y a un impératif qui domine l'ensemble de ce sujet, c'est faire en sorte de réduire le déficit de l'Assurance Vieillesse pour que nous soyons en mesure de payer les retraites de nos concitoyens à l'avenir. Et je pense que tous les Français, au fond d'eux-mêmes, comprennent bien que compte tenu de l'allongement de la durée de la vie, qui est une très bonne nouvelle, il faut travailler un peu plus longtemps, pour permettre le financement des retraites.

PHILIPPE LEFEBURE

Justement, sur la pénibilité, puisque le Président de la République a dit que vous pourriez amender votre réforme à l'Assemblée, vous comptez aller jusqu'où ? Parce que là le MEDEF dit, pas question d'aller plus loin que le texte aujourd'hui sur la table.

FRANÇOIS FILLON

Le MEDEF n'est pas très allant sur ce sujet puisque dans la réforme...

PHILIPPE LEFEBURE

C'est le moins qu'on puisse dire.

FRANÇOIS FILLON

... de 2003, que j'avais portée, nous avons introduit une obligation de négocier sur la pénibilité dans les branches, qui n'a débouché sur aucun accord. Donc il faut trouver une autre solution. On ne peut pas refaire en 2010 ce qu'on avait fait en 2003, il faut des mesures plus contraignantes. Donc nous avons déjà proposé un système de pénibilité pour les gens qui ont une incapacité reconnue, on peut peut-être discuter de l'évaluation de cette incapacité, mais on peut...

PHILIPPE LEFEBURE

Ça c'est le point négociable alors ?

FRANÇOIS FILLON

C'est un point négociable, bien entendu.

PHILIPPE LEFEBURE

Les critères.

FRANÇOIS FILLON

Les critères, et puis il y a un deuxième sujet, c'est-à-dire qu'on revient à ce que j'avais proposé en 2003, mais on voudrait le faire de façon peut-être plus contraignante. Comment mettre en place dans chaque branche des politiques de prévention – parce qu'avant de constater que la pénibilité au travail conduit à des incapacités, ce serait mieux quand même d'aménager les conditions de travail pour éviter cela – et donc faire en sorte que dans chaque branche il y ait des accords qui soient signés. Sur la prévention de la pénibilité, avec naturellement comme sanction de ces accords, la possibilité de partir plus tôt ou, je préférerais, en réalité, des aménagements de fin de carrière pour les gens qui ont eu un travail pénible. Tout ça ce sont des sujets qui sont ouverts et qui font l'objet de discussions au Parlement et avec les partenaires sociaux s'ils le souhaitent.

PATRICK COHEN

S'ils le souhaitent, mais pour l'instant ils ne le souhaitent pas vraiment avant la journée du 7 septembre. Et puis, même si c'est un sujet sensible, la pénibilité, ce n'est pas le cœur de la revendication des syndicats, qui appellent à manifester le 7 septembre. Que répondez-vous à Bernard THIBAUT ce matin, le leader de la CGT, qui reedit dans les colonnes du PARISIEN qu'il est prêt à l'épreuve de force, à aller jusqu'au bout pour faire reculer le Gouvernement sur cette réforme ?

FRANÇOIS FILLON

Non, mais Bernard THIBAUT il est dans son rôle, je veux dire, il organise une manifestation pour faire pression sur le Gouvernement, il ne va pas à la veille de cette manifestation expliquer que, quel que soit le résultat de la manifestation, elle n'aura pas d'effet.

PATRICK COHEN

En même temps, le Gouvernement ne va pas expliquer qu'il est prêt à renoncer à son projet, c'est ça ?

FRANÇOIS FILLON

Non, pour une raison simple, je voudrais reprendre ce qui s'est passé en 2003. La CGT, le Parti socialiste, la gauche, étaient contre le principe de l'allongement de la durée de cotisation, qui avait été décidé à cette époque-là, 40, 41, 41,5. Je constate qu'aujourd'hui la quasi-totalité des organisations syndicales, et la gauche elle-même, admet que cette augmentation de la durée de cotisation est justifiée. Je pense que ce sera la même chose s'agissant du passage de 60 à 62 ans. C'est-à-dire qu'on a des postures, on a des combats qui sont liés à une vision qui est ancienne de la situation en matière de retraite, et une fois que les choses seront votées, ma conviction c'est que chacun fera, quelles que soient les évolutions politiques à l'avenir, respecter ce qui aura été décidé.

PATRICK COHEN

Le débat à l'Assemblée nationale et au Sénat ensuite, on l'imagine, sera animé par Eric WOERTH, dont on a appris hier qu'il pourrait faire l'objet d'une enquête de la Cour de justice de la République. Le procureur général auprès de la Cour de cassation, Jean-Louis NADAL, étudie le dossier. Le supplice continue pour votre ministre du Travail, François FILLON ?

FRANÇOIS FILLON

Oui, et je le regrette, mais, de quoi s'agit-il ? Il s'agit d'une demande, qui émane d'une personnalité politique, madame LEPAGE, qui demande à ce que monsieur WOERTH soit traduit devant la Cour de justice de la République. Le procureur va naturellement instruire cette demande, comme il doit le faire, ne serait-ce que pour ne pas laisser peser de soupçons sur l'indépendance de la justice. En même temps je constate, comme l'a dit l'avocat d'Eric WOERTH, que pour qu'il y ait une inculpation devant la Cour de justice, il faut qu'il y ait une faute pénale de commise. Et depuis 2 mois que cette affaire dure, personne n'a jamais réussi à établir la moindre faute pénale à l'encontre d'Eric WOERTH. Donc moi je suis très confiant devant cette procédure qui s'engage, évidemment j'aurais préféré qu'elle n'ait pas lieu, parce que ce n'est pas agréable et facile à supporter pour Eric WOERTH, mais en même temps je n'ai pas d'inquiétude. Eric WOERTH est innocent, nous en avons fait la démonstration à plusieurs reprises, je pense notamment aux accusations de favoritisme qui ont été démenties par l'Inspection Générale des Finances. Il faut se souvenir que dans notre pays on est présumé innocent même quand on est mis en examen. Je voudrais rappeler à madame Eva JOLY, qu'on entend beaucoup sur ces sujets récemment, qu'elle a mis en examen Dominique STRAUSS-KAHN, madame Eva JOLY a mis en examen Dominique STRAUSS-KAHN, et Dominique STRAUSS-KAHN...

PATRICK COHEN

Avant de lui accorder un non-lieu.

FRANÇOIS FILLON

Et Dominique STRAUSS-KAHN était innocent. N'empêche qu'il lui a fallu quitter le Gouvernement.

PATRICK COHEN

A propos de justice et de politique une question d'auditeur au 01.45.24.7000, c'est Claude qui nous appelle de Besançon. Bonjour Claude.

CLAUDE

Bonjour.

PATRICK COHEN

Nous vous écoutons, et le Premier ministre vous écoute.

CLAUDE

Bonjour monsieur le Premier ministre.

FRANÇOIS FILLON

Bonjour.

CLAUDE

J'aimerais savoir, puisque vous cherchez de l'argent un petit peu partout, comment se fait-il que vous n'avez pas pensé à diminuer les subventions de l'Etat au profit du financement des partis politiques ? Il y a de l'argent à récupérer ici aussi. La deuxième chose, je voudrais bien savoir comment se fait-il que cet argent, qui est un argent du contribuable, va servir à sauver le soldat CHIRAC ?

PATRICK COHEN

Merci Claude, question que je traduis : l'UMP doit-elle payer la dette de Jacques CHIRAC pour les emplois fictifs de la Mairie de Paris, François FILLON ?

FRANÇOIS FILLON

Alors d'abord s'agissant du fonctionnement de la démocratie, je dis tout de suite à cet auditeur que je ne vois aucune raison de réduire les moyens qui sont accordés aux formations politiques de droite comme de gauche. Nous savons bien qu'avant que les lois qui ont été votées par la droite et par la gauche ne mettent en œuvre ces financements publics, la politique était financée de façon non transparente en utilisant des méthodes qui faisaient peser des doutes sur l'indépendance des responsables politiques. Il ne faut pas revenir à ces périodes-là. Nous avons mis en place un système qui a été validé par la droite et par la gauche et qui permet, à tous ceux qui ont besoin d'exprimer des convictions et d'engager un débat politique, de le faire avec des financements. Alors maintenant s'agissant de la question qui est posée par la décision que prendrait la Mairie de Paris dans le contentieux qui l'oppose à Jacques CHIRAC...

PATRICK COHEN

Qui a été assumé par Bertrand DELANOË.

FRANÇOIS FILLON

Oui, je dois dire d'ailleurs courageusement. D'abord je voudrais dire que ça n'est pas une affaire qui regarde le Gouvernement, je n'ai pas sur ce sujet...

JEAN-FRANÇOIS ACHILLI

Vous êtes chef de majorité et l'UMP est d'accord pour payer.

FRANÇOIS FILLON

Je vais y arriver mais je voudrais qu'on ne mélange pas les choses. Ce n'est pas le Gouvernement qui prend des décisions dans ce domaine. Ensuite, il y a une proposition qui est faite par le Maire de Paris, qui l'a défendue courageusement. Si la question est posée à l'UMP, je souhaite que l'UMP y réponde favorablement. Pourquoi ? Parce que d'abord cette décision n'éteindra pas l'action pénale, ça veut dire que tous ceux qui pensent que c'est une sorte d'arrangement financier qui permettrait de faire en sorte qu'il n'y ait pas de procès se trompent. Il y aura un procès...

PATRICK COHEN

Sans accusation.

FRANÇOIS FILLON

C'est vrai qu'il y aura un procès sans accusation, mais après tout c'est le choix que fait la Ville de Paris.

JEAN-FRANÇOIS ACHILLI

Et en même temps, c'est un aveu de culpabilité, si l'UMP paie, c'est un aveu de culpabilité.

FRANÇOIS FILLON

Oui mais enfin je pense si l'ancien Président de la République a accepté cela, c'est qu'il en a mesuré toutes les conséquences. Je vais ajouter quelque chose qui est un avis personnel. Au fond, je pense que c'est une mesure qui est juste et qui honore Bertrand DELANOË parce que le Président de la République - et Dieu sait si j'ai eu des contentieux avec lui - a beaucoup servi notre pays. On peut l'apprécier ou ne pas l'apprécier, je veux dire qu'il est à la fin de son existence et je trouve que les Français dans leur immense majorité souhaiteront qu'on lui laisse couler des jours tranquilles.

PATRICK COHEN

Donc on retient votre position, vous souhaitez que l'UMP accède aux demandes et aide en quelque sorte Jacques CHIRAC à régler cette dette ou cette ardoise auprès de la Mairie de Paris. On passe à l'économie avec vous Philippe LEFEBURE.

PHILIPPE LEFEBURE

Oui cet été le Gouvernement a reculé sur deux points précis. Sur le logement, les APL, l'aide au logement pour les étudiants et la demi-part fiscale, mais aussi sur le régime fiscal des professions libérales. Alors jusque dans votre majorité on se demande si vous allez céder devant tous les lobbies dans la chasse aux niches qui est ouverte ?

FRANÇOIS FILLON

Je ne vois pas ce que vous voulez dire sur le régime fiscal des professions libérales...

JEAN-FRANÇOIS ACHILLI

Ca a été annoncé par le Président d'ailleurs le recul sur le logement...

FRANÇOIS FILLON

Sur les professions libérales, je ne vois pas ce que vous voulez dire.

PHILIPPE LEFEBURE

Régime fiscal c'est compliqué à expliquer, mais il y a 500 millions de perdus, il fallait rectifier, le Conseil constitutionnel avait annulé un dispositif après la réforme de la taxe professionnelle.

FRANÇOIS FILLON

Oui, non mais là-dessus on n'a pas reculé en fait, le Conseil constitutionnel nous a imposé une décision sur laquelle il était vraiment très très difficile...

PHILIPPE LEFEBURE

Au Parlement on dit que c'était possible, qu'on pouvait trouver une solution et que finalement vous avez...

FRANÇOIS FILLON

Enfin c'est une solution qui aurait donné le sentiment d'un acharnement à l'égard des professions libérales qui était assez mal venu. Mais sur l'APL qui est un sujet que je connais bien puisque j'ai été ministre de l'Enseignement supérieur et en 1993 nous avons déjà eu des débats entre le Président de la République de l'époque et moi-même sur la question de cette mise sous conditions de ressources...

PHILIPPE LEFEBURE

Où il avait refusé la fin de ce cumul je crois.

FRANÇOIS FILLON

Enfin le Président de la République, le ministre du Budget le souhaitait, à l'époque je ne le souhaitais pas, aujourd'hui c'est plutôt moi qui le souhaitais.

PHILIPPE LEFEBURE

Donc il y a une différence entre vous et le Président ?

FRANÇOIS FILLON

Non il y a un débat sur un point qui...

PHILIPPE LEFEBURE

Il a été tranché par le Président.

FRANÇOIS FILLON

Il a été tranché à Brégançon ensemble...

PHILIPPE LEFEBURE

Contre ce que vous vouliez au départ.

FRANÇOIS FILLON

Contre les propositions que nous avons mises sur la table...

PHILIPPE LEFEBURE

Non mais c'est important, parce que c'est la première fois qu'on voit un aveu de votre part d'une différence assumée, ce n'est pas inintéressant.

FRANÇOIS FILLON

Non mais écoutez, que j'aïlle jusqu'à la fin. On a lancé toute une série de pistes pour réaliser des économies. Ces pistes ont fait l'objet d'un certain nombre de réactions, y compris dans la majorité et s'agissant de la question de l'APL qui rapporte environ 65 millions d'euros, donc ce n'est pas une somme gigantesque - qu'il va falloir d'ailleurs de toutes façons trouver par ailleurs - beaucoup d'élus de la majorité nous ont fait remarquer que cette mesure, qui en soi est justifiée, c'est-à-dire que les gens qui gagnent beaucoup d'argent, c'est un peu anormal qu'ils puissent bénéficier d'une aide pour le logement de leurs enfants. Mais en même temps, la mesure que nous avons proposée, allait frapper de façon très violente les gens qui ont des revenus j'allais dire, modestes, dans la fourchette basse et en particulier ceux qui ont plusieurs enfants étudiants, à un moment même où on voudrait au contraire qu'il y ait plus d'étudiants dans notre pays. Donc c'est une mesure qui était mal calibrée, nous avons décidé de la retirer.

JEAN-FRANÇOIS ACHILLI

Mais n'empêche c'est l'image, vous reculez devant la première niche que vous souhaitez...

FRANÇOIS FILLON

Ecoutez je vous rassure, il y en aura beaucoup d'autres de niches sur lesquelles on va tenir puisqu'on a pris une décision. J'avais annoncé déjà au mois de juin que nous ferions environ 10 milliards d'euros d'économies sur les niches fiscales, nous avons stabilisé ce chiffre lors de la réunion que nous avons eu à Brégançon et donc il y aura dans le budget 2011, 10 milliards d'euros de niches fiscales supprimés.

JEAN-FRANÇOIS ACHILLI

L'épargne va être touchée ? Les niches sur l'épargne populaire notamment, Livret A, assurance vie ?

FRANÇOIS FILLON

Le Livret A certainement pas. Il y aura un certain nombre de mesures sur l'assurance parce qu'il y a un certain nombre d'anomalies et notamment des différences de fiscalité suivant les produits, suivant les monnaies auxquelles ces produits font référence. Donc il y aura toute une série d'ajustements, mais ce qui est très important, c'est qu'on a décidé de préserver d'une part toutes les mesures liées à l'emploi, tout ce qui permet de stimuler l'emploi. On a décidé d'écarter toutes les mesures qui touchent des publics très fragiles et enfin on a décidé d'écarter les mesures qui visent à améliorer la compétitivité des entreprises. Donc je le dis tout de suite, il n'y aura pas de mesures sur le crédit impôt recherche, il n'y aura pas de mesures sur les moyens d'aider les PME à investir et notamment toutes les mesures qui ont été prises récemment.

PHILIPPE LEFEBURE

Les entreprises seront épargnées ?

FRANÇOIS FILLON

Attendez, elles sont épargnées sauf lorsqu'il y a des anomalies, par exemple en matière d'allégement de charges, il y avait une anomalie : les entreprises qui paient leurs salariés douze mois avaient les mêmes allégements de charges que les entreprises qui paient leurs salariés treize mois. Eh bien nous avons décidé de mettre fin à cette anomalie.

PHILIPPE LEFEBURE

Est-ce que je me trompe, parce qu'en vous entendant depuis ce matin, on a l'impression, dans le ton, dans les mots que vous utilisez, la distance, quelquefois la réserve, là vous venez de nous annoncer, de nous révéler une petite différence qui a été tranchée, mais vous dites ça sereinement, que vous assumez une différence avec le Président de la République, vous appellerez peut-être ça une complémentarité, mais c'est la première fois qu'on voit une différence affichée sereinement.

FRANÇOIS FILLON

D'abord c'est parce que vous n'êtes pas un très bon observateur, depuis trois ans...

PHILIPPE LEFEBURE

Voilà, je me doutais que mon analyse n'allait pas vous plaire.

FRANÇOIS FILLON

Vous n'avez jamais vu de différences. Il y a des différences naturellement, il y en a dans nos caractères...

PHILIPPE LEFEBURE

On les a soulignées tout le temps, mais là c'est vous qui les assumez.

FRANÇOIS FILLON

Non mais je les assume simplement parce que je pense qu'il faut qu'on ait des débats qui soient des débats sereins et personne ne croirait qu'il ne puisse pas y avoir entre nous des débats sur tel ou tel sujet. Ca ne serait pas crédible.

PATRICK COHEN

Le discours de Grenoble, vous auriez pu le prononcer François FILLON ?

FRANÇOIS FILLON

Chacun a sa sensibilité et sa façon de faire les choses, mais les décisions qui ont été annoncées par le Président de la République à Grenoble, que nous avons d'ailleurs arbitrées ensemble dans des réunions préparatoires, je les mets en œuvre et je les mets en œuvre sans aucun état d'âme.

PATRICK COHEN

Jean-François ACHILLI pour la dernière question.

JEAN-FRANÇOIS ACHILLI

Et tout le monde vous donne restant à Matignon au prochain remaniement, est-ce que vous y pensez, est-ce que c'est sérieux, est-ce que c'est envisageable ?

FRANÇOIS FILLON

Vous savez, ça fait trois ans et demi à peu près qu'on annonce mon départ tous les trois mois, donc je me suis habitué à cette situation qui est d'ailleurs assez normal pour un Premier ministre sous la cinquième République. Simplement moi j'ai un programme de rentrée : la réforme des retraites, un budget qui, comme vous avez pu le constater n'est pas facile à bâtir, des impératifs en matière de réduction des déficits qui sont d'autant plus importants que comme vous l'avez dit tout à l'heure, il y a des menaces sur la croissance mondiale. Donc je suis concentré sur ce sujet. Pour le reste, c'est le Président de la République et la majorité qui décident, donc...

INTERVENANT

Là c'est le Président qui a annoncé lui même qu'il y aurait un remaniement.

FRANÇOIS FILLON

Bien sûr, bien sûr, mais en même temps tout le monde pouvait penser que le Président de la République voudrait ouvrir une deuxième partie de son quinquennat à l'approche des élections présidentielles dont j'ai vu qu'elles faisaient l'objet de toutes les attentions des partis politiques. Je trouve que c'est un peu tôt, non pas s'agissant des miennes mais s'agissant de celles des autres formations politiques que d'ouvrir ce débat. On a beaucoup de sujets à régler, je pense que les Français souhaiteraient que le débat pour les élections présidentielles soit réduit à quelques mois avant cette élection.

PATRICK COHEN

Merci François FILLON d'avoir répondu à notre invitation ce matin sur France Inter.